

6 Économie

Vle Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) Pour le renforcement de la croissance africaine

Willy NDONG
Nairobi/Kenya

LE Kenya, pour la première fois sur le continent, a abrité, du 27 au 28 août 2016, la VIe Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). Cette importante réunion, qui a vu la participation de 52 pays africains et de plusieurs chefs d'Etat du continent, avait pour but

de proposer des solutions innovantes, afin de mener l'Afrique vers le chemin du développement, au vu de son important potentiel économique. Deux jours durant, plusieurs thèmes ont été abordés. Notamment le rôle du secteur privé dans le développement du continent, l'amélioration du développement socio-économique et politique des femmes, le soutien pour la bonne gouvernance en Afrique à travers une mise en place efficace de l'Agenda 2016.

Selon le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, « la TICAD VI revêt une signification historique particulière, du fait qu'elle sera la première TICAD à se tenir en Afrique. Initiée par le Japon après la fin de la guerre froide, afin d'œuvrer au développement de l'Afrique, la TICAD est une réunion avec les pays africains qui possèdent la tradition la plus longue. C'est un processus par lequel l'Afrique trace elle-même l'ébauche d'un futur radieux. Pour que l'Afrique,

plus grande zone émergente du 21e siècle, qui peut se vanter de posséder le taux de croissance économique le plus élevé des principales régions du monde, renforce sa croissance, c'est avant tout le dynamisme du secteur privé qui est indispensable. » En marge de cette rencontre, l'Organisation japonaise du commerce extérieur (Jetro) a organisé une grande foire qui a vu la présence de près d'une centaine d'entreprises nippones dans des secteurs



Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, lors de son discours de circonstance.

aussi variés que l'électro-agroalimentaire, l'automobile, l'aménagement, l'automobile...

Formation des éleveurs en techniques de préparation d'aliments pour animaux

L'appui technique de la FAO

JM
Libreville/ Gabon

PALLIER le déficit d'aliments pour animaux. Tel est le but de l'atelier sur la formation des éleveurs en techniques de préparation d'aliments d'animaux, qui s'est ouvert, dernièrement, au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette formation vise à initier les éleveurs, aquaculteurs et techniciens à des techniques simples de formulation et de production d'aliments pour animaux.

En ouvrant les travaux, le secrétaire général du ministère de la Pêche et de l'Élevage,

Simon Peter, a reconnu que l'accès limité aux aliments pour animaux a été identifié comme un frein majeur à l'insertion et la stabilité des petits producteurs dans les chaînes de valeurs animales au Gabon. Pour contourner cette difficulté, le gouvernement, avec l'appui technique de la FAO, souhaite renforcer les capacités des éleveurs à concevoir et à produire de façon artisanale des aliments pour animaux à l'échelle de leurs petites exploitations et de celles des membres de coopératives, à partir de ressources locales. « Nous devrions nous appuyer sur un désir optimiste de voir le prix du produit animal local de qualité concurrencer celui du produit importé. En effet,

la FAO offre l'opportunité de solder à la fois le plus lourd chapitre des charges de fonctionnement d'un élevage et surtout l'assurance-quantité et la garantie-qualité de la production animale, vu que l'aliment du bétail est le premier médicament que consomme chaque individu à travers les produits animaux et d'origine animale », a indiqué Simon Peter.

Le représentant sous-régional en Afrique centrale de la FAO, Dan Rugabira, a rappelé le bien-fondé du projet "Appui à la promotion des petits élevages par un meilleur accès à l'aliment pour animaux au Gabon", dont la FAO et le ministère de la Pêche et de l'Élevage conduisent les travaux sur l'ensemble du

pays. « La FAO s'est engagée à soutenir le Gabon, à relever les défis du sous-secteur de l'élevage, en commençant par renforcer les capacités nationales de production d'aliments pour animaux. Nous marquons une étape concrète en créant les conditions techniques pour les acteurs des filières animales, pour mieux prendre en charge ce maillon stratégique de la production », a souligné le représentant sous-régional de la FAO. Avant d'ajouter : « La FAO voudrait redonner, par cette action, à la direction générale de l'Élevage, aux éleveurs, aux différents groupes qui entreprennent déjà dans l'élevage, les capacités de diversifier les sources d'aliments pour les



Aider les petits éleveurs à maîtriser les techniques permettant d'accroître leur production, c'est aussi le but visé par le séminaire de la FAO.

animaux qu'ils élèvent. Cette action est une opportunité de réduire les coûts des aliments pour pouvoir mettre sur le marché une quantité accrue de produits d'élevage à des prix compétitifs. » Au terme de ce séminaire, les participants seront capables

de reconnaître et d'évaluer la qualité de matières premières pouvant entrer dans la production locale d'aliments pour animaux, et d'utiliser une formule équilibrée intégrant des matières premières disponibles pour produire des aliments.

Troisième réunion de la plate-forme sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN)

Des échanges pour affiner la feuille de route

JM
Libreville/ Gabon

LA salle de conférences de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a servi de cadre, mardi dernier, à la troisième réunion de la plate-forme multisectorielle de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif de cette rencontre était d'approfondir les échanges et de partager avec toutes les parties prenantes les différents résultats obtenus.

Pour le panel d'experts, il s'agissait de finaliser la feuille de route sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de jeter un regard sur le draft de décret de création du comité national multisec-



Les femmes d'Owendo déterminées à la production biologique par rapport aux produits déversés par les Ouest-africains sur le marché national.

toriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Gabon, de discuter du plan de travail pour les prochaines rencontres et de désigner les chefs de file des différents groupes de travail. Le point focal du projet sur

"L'élaboration et révision des politiques nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle" à la FAO, Guilain Bigoundou, a rappelé aux panélistes que « compte tenu du caractère multidimensionnel et multisectoriel de la nutri-



La culture biologique, une nouvelle donne pour les consommateurs.

tion, l'organisation de cette réunion d'échange cible tous les acteurs ayant une interaction avec la problématique nutrition, notamment : les administrations publiques dont l'agriculture, la santé, l'éducation, le commerce, l'infrastructure,

l'économie d'une part ; les organisations du système des nations unies, le secteur privé et la société civile. » S'agissant de l'examen de décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil national multisecto-

riel de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CNMSAN), les panélistes ont suivi avec attention la communication du conseiller juridique du ministre de l'Agriculture sur les différentes articulations de ce document.

Le futur CNMSAN sera placé sous la tutelle du Premier ministre. Il sera chargé de veiller à la prise en compte de la sécurité alimentaire dans les politiques sectorielles ; de coordonner les politiques des différents ministères lorsque celles-ci ont des incidences sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; de renforcer les cadres juridiques et institutionnels dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnel, et de favoriser des investissements durables pour une agriculture sensible à la nutrition.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 23/08/2016

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1306	1USD =	580,185	1 USD	616,016
CAD	1,4602	1CAD =	449,224	1 CAD	473,001
JPY	113,7300	1JPY =	5,768	100 JPY	599,768
GBP	0,8624	1GBP =	760,618	1 GBP	793,737
CHF	1,0886	1CHF =	602,569	100 CHF	63 094,64
ZAR	15,3625	1ZAR =	42,699	100 ZAR	4440,14
MAD	10,9677	1MAD =	59,808	MAD	62,19
CNY	7,5195	1CNY =	87,234	1CNY	89,85

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	23/08/2016	4 414,58
DOW JONES	23/08/2016	18 529,42
BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
23 Août 2016: 48,86		